

Etudiant-es, lycéen-nes, travailleurs-ses du public et du privé : Unis et solidaires dans la lutte

jeudi 22 novembre 2007, par [Alternative libertaire](#) (Date de rédaction antérieure : 19 novembre 2007).

Le mouvement contre la loi d'autonomie des universités gagne en ampleur au-delà de toute prévision. Pourtant, les grévistes ont du mal à se faire entendre, attaqués-es de toute part. Quelles perspectives ? Quelle université défendent les militant-e-s d'Alternative libertaire ?

En deux semaines seulement, la moitié des universités françaises sont entrées activement dans la lutte et sont partiellement ou totalement bloquées, permettant ainsi aux étudiants-es de participer au mouvement sans être défaillant aux partielles. Peu à peu, lycéens-ne et étudiants-es en IUT rejoignent le mouvement, également concernés-es par cette loi scélérate.

Lâchez les chiens !

Mais la réaction est forte. Déjà une quinzaine d'évacuations de facs en grève par la police, la gendarmerie et les milices privées. Les facs, hier encore zones « préservées » sont investies, parfois quotidiennement comme à Nanterre et La Sorbonne par ces flics si chers à Sarkozy.

Alors que les militant de droite extrême et d'extrême droite structurent les réseaux d'anti-grévistes et forcent violemment les piquets de grève, parfois avec l'aide de la BAC, de nombreux-ses présidents-es de facs encouragent ces violences, stigmatisant les grévistes (terroristes, Khmers rouges...), fermant les campus et envoyant les flics sur leur fac. Quant aux médias officiels, quand ils évoquent le mouvement, c'est pour amplifier la propagande du gouvernement, des capitalistes et de leurs valets.

L'Etat et le patronat mettent tout en œuvre pour discréditer les luttes sociales aux yeux de la population, employant toujours la même technique, diviser pour mieux régner.

S'unir pour gagner

La nécessité de renouveler nos modes d'actions et de communication se fait donc lourdement sentir, car une des erreurs de ce début de contestation a été de vouloir la calquer sur le modèle de la lutte contre le CPE.

Pourtant, on observe ça et là des initiatives très constructives. Alors que les salariés-es de l'enseignement supérieur (enseignants-es, chercheurs-es, biatos) posent du bout des lèvres la question de la grève reconductible, des convergences réelles ont lieu entre lycéen-nes et travailleurs-es en grève, comme c'est le cas avec les cheminots-tes qui interviennent dans les AG étudiantes et inversement. Ainsi, à Toulouse, cette jonction s'est matérialisée par une action « péage gratuit » sur l'autoroute.

La colère d'aujourd'hui est le fruit de politiques publiques au service du patronat et de ses logiques de croissance, de performance et de rentabilité au détriment du savoir, des solidarités et de la justice sociale. Ce n'est donc qu'en développant les convergences et solidarités interprofessionnelles

que le mouvement social sortira vainqueur de cette épreuve de force cruciale pour lui-même et pour la population de ce pays.

Quelle université voulons-nous ?

Le système tel qu'il est est loin d'être satisfaisant. Cependant, ce n'est pas à une poignée d'opportunistes de transformer l'université à son avantage. C'est bien aux étudiants-es et personnels de se saisir des questions universitaires et de faire remonter des AG les revendications nécessaires pour que la fac soit un lieu gratuit, critique, ouvert à tous, laïc, où le savoir est la première des priorités.

Alternative libertaire revendique notamment l'égalité nationale des diplômes, l'autonomie financière de la jeunesse sous la forme d'un salaire social, les transports gratuits pour les jeunes, le respect du droit de réunion et d'organisation, l'élaboration collective et permanente du règlement intérieur et des programmes et l'ouverture massive de logements accessibles à la jeunesse.

Secrétariat de branche Jeunesse